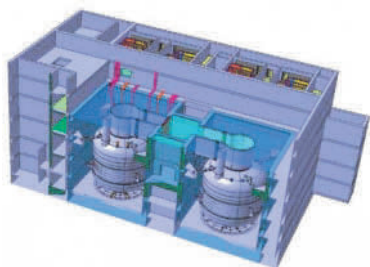


## Les futurs EPR concurrencés



**E**DF devra peut-être revoir sa copie sur le nouveau nucléaire. L'électricien, qui veut construire au moins six nouveaux EPR en France, doit rendre au gouvernement cet été un dossier sur le sujet. L'autre option étant de prolonger au maximum les réacteurs existants. Le gestionnaire de réseau RTE, lui, communiquera à l'automne le résultat d'une vaste consultation (4 000 contributions) sur huit scénarios de mix électrique à

2050, dont l'un avec 100 % d'énergies renouvelables. Dans tous les cas, pour assurer l'équilibrage du réseau, la France devra construire après 2035 de nouveaux moyens de production d'électricité pilotables, en complément des énergies renouvelables, expliquent les experts. Le charbon, le gaz et la biomasse étant exclus par la loi, reste le nucléaire. Mais ce ne seront peut-être pas des EPR.

L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) s'est prononcée positivement en 2019 sur les options de sûreté de l'EPR 2, le nouveau modèle optimisé d'EDF. Mais elle n'a pas validé l'hypothèse d'exclusion de rupture, qui exige une très haute qualité d'exécution des travaux, qu'EDF n'a pas pu

atteindre à Flamanville (Manche), où de nouveaux écarts pourraient encore retarder la mise en service de l'EPR. « Le choix audacieux serait de choisir le SMR [small modular reactor, ou petit réacteur modulaire, ndlr] pour le nouveau nucléaire », avance Bernard Doroszczuk, le président de l'ASN. Les SMR présentent, « sur le papier, des avancées potentiellement très significatives en termes de sûreté. Ce n'est pas le cas de l'EPR 2 ». Le risque de fusion du cœur serait par exemple exclu. EDF a bien un projet en développement, Nuward, prévu pour l'export. L'électricien va devoir l'envisager aussi pour la France. # Aurélie Barboux ■